

Migrant remittances and gender inequality in the WAEMU: the case of human capital Transferts de fonds des migrants et inégalité de genre dans l'UEMOA : le cas du capital humain

OUATTARA ASSIATA

Doctorante à la faculté des Sciences Economique et de Gestion,

Université Felix Houphouët Boigny

Abidjan, Cote d'Ivoire

Abstract: The overall objective of this study is to analyze the effect of migrant remittances on gender inequalities in human capital in the WAEMU zone. To do so, the study focuses on a sample of seven countries during the period 1980-2018. The use of the Pooled Mean Group (PMG) method has led to several major results. First, migrant remittances significantly reduce gender inequality in education in the short run. Second, remittances significantly increase gender inequality in education in the long run. Thus, while it is necessary to encourage remittances, education policies implemented by the state must encourage households to allocate more of these resources to the schooling of girls and women in particular.

KEYWORDS: MIGRANT REMITTANCES, HUMAN CAPITAL INEQUALITIES, GENDER, PANEL, ECOWAS

RESUME : L'objectif général de cette étude est d'analyser l'effet des transferts de fonds des migrants sur les inégalités du capital humain selon le genre dans la zone UEMOA. Pour ce faire, l'étude porte sur un échantillon de sept pays durant la période 1980-2018. L'utilisation de la méthode des Pooled Mean Group (PMG) a permis de parvenir à plusieurs résultats majeurs. En premier, les transferts de fonds des migrants réduisent significativement les inégalités de genre en éducation dans le court terme. En second, les transferts de fonds des migrants accroissent significativement les inégalités de genre en éducation dans le long terme. Ainsi, bien vrai qu'il est nécessaire d'encourager les transferts de fonds, il faut que les politiques d'éducation mises en place par l'Etat encouragent les ménages à affecter davantage ces ressources à la scolarisation de la jeune fille et des femmes en particulier.

MOTS-CLEFS: TRANSFERTS DE FONDS, MIGRANTS, CAPITAL HUMAIN INEGALITÉ, GENRE, PANEL, UEMOA

Date of Submission: 08-01-2022

Date of Acceptance: 22-01-2022

I. Introduction

Depuis plusieurs années, il y a été noté que les capitaux internationaux entrant dans les pays en développement permettraient de résorber le déficit de capitaux nécessaire au financement des investissements et de ce fait de l'économie. Les objectifs fondamentaux de ces capitaux internationaux étant donc de réduire la pauvreté ; ces objectifs sont notamment d'encourager la croissance économique, stimuler les réformes institutionnelles et réduire la pauvreté dans le monde en développement (Connors 2012). Cette conception de la nécessité de recourir aux capitaux internationaux a d'abord porté sur les questions de dette puis les investissements directs étrangers pour la plupart. Cependant, l'efficacité relative de ces derniers est restée mitigé quant-à leur concours à la promotion au développement économique, à la réduction des inégalités, à l'amélioration aux résultats du développement humain dans ces pays. Car, malgré la réception de ces capitaux internationaux par les pays en développement, la majorité de ces pays qui en bénéficient, n'a pas fait de progrès en termes de croissance stable des revenus, d'augmentation fiable d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Cependant, Andersen et al (2020), ont montré dans une étude menée sur les 22 pays les plus dépendants de l'Aide au monde (en terme d'Aide de la Banque Mondiale) que les virements d'Aide aux pays fortement dépendants de ces Aides coïncident avec les fortes augmentations des dépôts bancaires dans les centres financiers offshore connus pour le secret bancaire et la gestion de richesses privées, mais pas dans les autres centres financiers. En outre, de nombreuses études ont souligné que l'efficacité des flux dépend essentiellement de la qualité des situations et des politiques des pays bénéficiaires (Burns, 2005 ; Burnside et Dollar, 2000). Cet argument est soutenu par l'étude d'Andersen (2017) selon laquelle, il montre que les rentes pétrolières sont en partie déplacées vers des comptes bancaires dans des paradis lorsque les institutions politiques sont faibles.

Andersen (2020) trouve également dans son étude que l'Aide ne favorise pas la croissance du fait que les élites accaparent ces flux. Malgré ce fait, il est évident qu'au cours des dernières années, des progrès ont été réalisés en matière d'éradication de l'extrême pauvreté, mais des efforts substantiels sont encore nécessaires pour améliorer les infrastructures, pour garantir l'accès à l'éducation et aux soins de santé et enfin pour résoudre les problèmes d'inégalité de genre et les revenus (FMI, 2013).

Récemment, ces questions de transferts de fonds ont permis de mettre en lumière une nouvelle forme de financement qui, pour certains pays en développement, constitue une grande part des capitaux internationaux entrant. La notion de transferts de fonds de migrants englobe un sens large et confus. En effet une bonne compréhension de la définition permettrait d'en faire une meilleure analyse statistique. Les transferts de fonds des migrants, désignent généralement l'argent et les biens qui sont transférés aux familles par les travailleurs immigrés travaillant en dehors de leur pays d'origine. Selon le Fond Monétaire International (FMI), les transferts de fonds des migrants sont constitués par la somme des flux transitant par trois postes de la balance des paiements. Ils recouvrent les envois de fonds des travailleurs, la rémunération de salariés et les transferts des migrants. Les TFM sont donc des flux monétaires envoyés par un migrant de son pays d'accueil vers un agent dans son pays d'origine. Le FMI définit donc ces transferts plus explicitement comme : « le revenu des ménages issu d'économies étrangères, provenant principalement des mouvements de personnes, temporaires ou permanents, vers ces économies. (...). Ils sont constitués « principalement en des flux financiers et non-financiers envoyés ou donnés par des individus qui ont migré dans une nouvelle économie et y sont devenus résidents », (FMI, 2009).

Selon la définition de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), les TFM désignent tous les transferts monétaires effectués par les migrants vers leurs pays d'origine, c'est-à-dire, les flux financiers associés à la migration. L'agence précise que ces envois de fonds se composent généralement de trois flux de transferts monétaires dont les chiffres sont publiés annuellement par le FMI dans son annuaire statistique de la balance des paiements : les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des employés et les transferts des migrants. Selon l'agence, cette définition pourrait être élargie pour englober les transferts informels et les dons personnels en nature non captés par les statistiques officielles. La définition des TFM au sens commun paraît donc simple : les TFM sont la partie de revenu des migrants expédiée vers leur pays d'origine, le plus souvent à destination de la famille. En réalité, cette définition mérite d'être précisée, car plusieurs éléments sont ambigus.

Il n'existe pas de définition unique des TFM. Cependant, l'enregistrement de ces flux dans la balance des paiements impose d'en spécifier les différentes catégories. Les TFM sont comptabilisés dans trois postes de la balance des paiements (FMI, 2007 ; FMI, 2006) et ces postes recouvrent l'ensemble des transactions monétaires financières liées à la migration, de courte ou de longue durée, à savoir :

- **la rémunération des salariés** (postes 2310 du compte courant). Elle enregistre les salaires et traitements des travailleurs résidents à l'étranger pendant moins de 12 mois (non-résidents). Ce poste enregistre donc les transferts des travailleurs saisonniers ou transfrontaliers.

- **les envois de fonds des travailleurs** (poste 2391 du compte courant). Ce poste enregistre les transferts à destination des pays d'origine des travailleurs résidents à l'étranger pendant plus de 3 mois (résidents).

- **Les transferts des migrants** (poste 2431 du compte de capital). Ce sont les transferts associés aux flux de biens et d'actifs financiers liés à la migration (changement de résidence pour une durée supérieure à 1 an).

Ces flux financiers généralement sont disponibles dans la base de données statistique en ligne de différentes autres agences internationales (OCDE, CNUCED, PNUD, Banque Mondiale).

En effet, ces flux des migrants vers les pays en développement ne cessent de s'accroître depuis des décennies et attirent l'attention des chercheurs et institutions financières comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale. En effet, ces transferts de fonds des migrants ont pris une ampleur inégalée au cours des vingt dernières années, à tel point que, dans bien de pays du sud, leurs flux financiers dépassent désormais les montants de l'aide publique au développement, et avoisinent les investissements étrangers. Ces transferts de fonds accroissent le revenu des familles bénéficiaires en leur permettant de couvrir leurs besoins de base (nourriture, vêtements, logement, santé et éducation).

La Banque Mondiale (2018), estime que les transferts de fonds des migrants officiellement enregistrés vers les pays à revenu faible et intermédiaires s'élevaient à 466 milliards de dollars en 2017, soit une progression de 8,5% par rapport aux 429 milliards en 2016 et représentent la deuxième source de financement externe pour les pays en développement. Si l'on comptabilise également les transferts de fonds à destination des pays à revenu élevé, les transferts dans le monde ont enregistré une croissance de 7% pour s'élever à 613 milliards de dollar en 2017, contre 573 milliards de dollars en 2016. Ces dernières années, les transferts de fonds des migrants ont connu une hausse remarquable. Ils sont désormais plus élevés que les IDE et l'APD (à l'exclusion de la Chine) et représentent la première source de financement extérieur des pays à revenus faibles et intermédiaires.

Selon la Banque Mondiale en 2020, les transferts de fonds des migrants vers les pays en développement ont connu une croissance de 4,3% en 2019, et ont atteint 554 milliards USD. Ainsi, les transferts de fonds des migrants devraient dépasser la barre de 580 milliards USD en 2020. De ce fait, les transferts de

fonds vers les pays en développement représentent une grande partie des flux financiers mondiaux. Les transferts de fonds des migrants sont souvent théorisés comme un acte altruiste ou comme le résultat de contrats familiaux informels d'assurance et d'investissement.

Ainsi, il est désormais largement reconnu par les agences bilatérales et multilatérales que les transferts de fonds jouent un rôle crucial dans la survie des individus, des familles et des communautés pauvres dans le monde. Pour de nombreuses familles pauvres, ces transferts de fonds constituent une source financière vitale et offre un soutien incontestable à leur niveau de vie. Parallèlement, un nombre croissant de gouvernement des pays d'émigration considèrent les migrants et leurs transferts économique comme des ressources stratégiques qu'il s'agit de « capter » et d'intégrer dans les processus de développement nationaux.

De ce fait, les liens entre transferts de fonds des migrants, pauvreté et le bien-être ont été abondamment étudiés. L'on peut-il cependant confirmer de ce fait que les transferts de fonds des migrants peuvent-ils s'assimiler à une source supplémentaire de revenu ? La précédente interprétation suppose que les transferts de fonds des migrants interviennent en complément des autres revenus et en compensent par ce biais la faiblesse (Delphine Boutin, 2011). Ainsi, le rapport annuel sur le financement du développement dans le monde a en 2003 pour la première pris en compte de manière formelle les transferts de fonds des migrants comme une source de financement externe pour le développement. Les milieux universitaires et politiques en général s'accordent à dire que la migration et les transferts de fonds des migrants représentent une force de transformation qui renforce le processus de changement économique, culturel et social (De Haas, 2007).

Alors que, la dynamique sociale de la mondialisation et des migrations étant en pleine mutation, les rôles des hommes et des femmes changent également, tant dans les ménages, sur le marché du travail et dans les réseaux communautaires. Cependant, on estime que les transferts de fonds des migrants, en tant que vecteurs de capital social, transforment les rôles familiaux en matière de genre, améliorent la position défavorisée des femmes dans la société et contribuent à réduire les inégalités de genre. Cette dernière persiste encore dans la plupart des pays du monde et se manifeste par la sous-représentation des femmes dans les rangs politiques, leur faible accès aux ressources économiques, à l'éducation et aux services de santé.

Également par la prédominance des femmes dans des emplois moins bien rémunérés ou non et de moindre statut, les écarts de salaires entre les sexes pour un même titre de poste et les mêmes qualifications, les responsabilités accrues des femmes dans les travaux ménagers et de garde d'enfants (Jackson, 1998). En outre, les femmes souffrent de disparités dans tous les domaines par rapport aux hommes. Cependant, l'indicateur sur les différences entre les sexes du Forum économique mondial (Gender Gap Index, GGI) a montré que les pays ou l'égalité entre les sexes est meilleure, sont plus compétitifs et connaissent une croissance plus rapide. Ainsi, l'égalité des sexes a été reconnue comme primordiale pour le développement. Elle peut renforcer la croissance économique (Lagoerlof, 2003 ; Agenor et Canuto, 2015), aussi, contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'égalité des revenus (Grotti et scherer, 2016). L'Indice Mondial de l'égalité des sexes en 2013, Forum économique mondial, affirme que malgré ces avantages de l'égalité des sexes et la forte croissance économique qu'a connue l'Afrique au cours de la dernière décennie, l'inégalité entre les hommes et les femmes dans la plupart de ces pays reste l'une des plus élevées au monde.

Alors que la théorie économique prédit que la croissance économique rendrait moins nécessaire la discrimination, certains pays en développement à croissance rapide montrent peu de signes de progrès en matière du genre. Pour faire face à la problématique des inégalités de genre, les gouvernements, les ONG et les organisations internationales ont mis en place des stratégies visant à les réduire et à favoriser une croissance inclusive. De même, la Banque Africaine de Développement (BAD) a défini une feuille de route pour la période allant de 2013 à 2022 afin de réduire les inégalités de genre. Cette feuille de route comporte : (1) le renforcement des droits juridiques et de propriété des femmes, (2) la promotion de l'autonomisation économique des femmes, (3) l'amélioration de la gestion des connaissances et le renforcement des capacités. L'un des défis de la BAD consiste à rechercher des moyens nouveaux et créatifs pour mobiliser des ressources pour soutenir cette stratégie.

Les transferts de fonds des migrants peuvent être l'une des ressources alternatives pour financer cette stratégie afin d'atteindre l'objectif d'égalité des sexes défini par l'Objectif du Développement Durable en son point cinq (ODD 5) qui a pour but principal de rendre les femmes et les filles plus autonomes. Etant donné que la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) requiert des gouvernements, des acteurs du secteur privé, des organisations de la société civile et des partenaires au développement de conjuguer leurs efforts pour réduire rapidement et simultanément, la pauvreté et l'inégalité. Compte tenu de l'ampleur et de la stabilité de ces transferts de fonds des migrants, les universitaires se sont penchés sur leur impact sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté, l'inégalité des revenus, l'investissement, l'éducation et la démocratie.

En effet il a été constaté que les transferts de fonds des migrants ont un impact positif sur la croissance économique (Catrinescu et al, 2009 ; Ziesemer, 2012 ; Feeny et al, 2014), particulièrement en stimulant le développement (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Mundaca, 2009 ; Aggarwal et al. 2011 ; Goschin, 2014 ; Adams et Klobodu, 2016). Puis des études ont montré que les transferts de fonds des migrants contribuent à réduire la pauvreté et l'inégalité de revenus (Imai, Gaiha, Ali et Kaicker, 2014 ; Mouhoud et al. 2015 ; Bang,

Mitra et Wunnava, 2016). En outre, des études ont également montré que ces transferts de fonds des migrants permettent aussi d'améliorer la formation de capital humain par l'augmentation des dépenses d'éducation au niveau des ménages (Yang, 2008 ; Adams et Cuecuecha, 2010) ; et en augmentant le niveau d'investissement (Lartey, 2013) dans la scolarisation des enfants (Salas, 2014), et améliore la santé (Amakom et Iheoma, 2014), ainsi que la promotion de la démocratie (Kané, 2016). Les TFM permettent d'alléger les contraintes de crédit qui pèsent sur les entreprises et en réduisant la volatilité macroéconomique, (Konan et Kouakou, 2012). Selon le modèle néoclassique du choix du travail et de loisirs (Mark R. Killings, 1983), les envois de fonds des migrants représentent une source de revenus qui ne sont pas issus du travail mais peuvent lever les contraintes budgétaires. Ils augment les salaires de réserves et grâce à un effet de revenu, réduisent la probabilité d'emploi et le nombre d'heures de travail aux personnes qui les reçoivent (Amuedo-Dorantes et al. 2006).

Cependant, on suppose souvent implicitement dans les recherches, les politiques et les programmes sur la question que les modèles d'envois de fonds sont neutres en termes de genre. En réalité, le genre n'influence pas seulement qui migre, quand, ou, pourquoi et comment, il affecte également le montant et la fréquence des transferts de fonds que les migrants envoient chez eux, ainsi que la manière dont l'argent est utilisé (OIM, 2004). Les transferts de fonds des migrants contribuent à améliorer la situation économique des ménages bénéficiaires et constituent parfois la seule ou la principale source de revenus. En outre, les tfm servent de sécurité sociale et de filet de sécurité pour les personnes restées au pays et pour les migrants de retour (OIM 2004).

En outre, les études universitaires ont moins abordé la contribution des transferts de fonds des migrants à la réduction de l'inégalité de genre. En effet, les transferts de fonds des migrants peuvent contribuer à réduire l'inégalité des sexes en permettant aux femmes de s'émanciper sur le plan économique, d'améliorer leur niveau d'éducation, leur santé et enfin promouvoir leur autonomisation (Ibouko, 2014). Les transferts de fonds des migrants, en augmentant la croissance économique, augmente la proportion de femmes actives. Ces transferts de fonds des migrants peuvent également combler le manque de crédit disponible pour les femmes et les aider à investir dans de petites entreprises. Les transferts de fonds peuvent aussi aider les femmes à bénéficier de meilleurs soins de santé et à investir dans la scolarisation des filles. De même, les transferts de fonds des migrants peuvent améliorer la santé reproductive, l'autonomisation des femmes et faciliter leur accès au marché du travail.

A la lumière de cette tendance, il est important de comprendre dans quelle mesure les transferts de fonds des migrants contribueraient à modifier les comportements de discrimination à l'égard des femmes et prendre des mesures pour les rendre autonomes ? Dans quelle mesure les transferts non gouvernementaux peuvent aider un pays à améliorer la situation des femmes ou de contribuer à réduire les problèmes issus de l'inégalité de genre? Il s'agit de la question centrale à laquelle cette étude tentera de répondre. De façon spécifique, il s'agit de comprendre par quel moyen les transferts de fonds des migrants peuvent contribuer à réduire l'inégalité de genre du capital humain? Cette question spécifique sur la relation entre les transferts de fonds et l'inégalité de genre de capital humain est particulièrement pertinente pour comprendre les défis actuels auxquels sont confrontés ceux qui recherchent un plus grand égalitarisme entre les sexes. Cela aidera les pouvoirs publics à essayer d'en faire une plus grande source de financement du développement et à répartir ces transferts de fonds dans des secteurs productifs.

L'objectif donc de notre travail est d'examiner empiriquement l'influence des transferts de fonds des migrants sur l'inégalité de genre de capital humain en Afrique subsaharienne mais plus spécifiquement dans la zone UEMOA. Pour ce faire, nous soutenons l'hypothèse que les transferts de fonds des migrants contribuent à réduire les inégalités de genre du capital humain. Les universitaires et les groupes de réflexion féministes ont souligné la nécessité d'intégrer les besoins des femmes et les perspectives de genre au cœur du programme de migration internationale. Les principaux pays destinataires des transferts de fonds se situent en Afrique subsaharienne. Cette région compte plusieurs pays où les transferts de fonds représentent une part importante du produit intérieur brut (Banque Mondiale, 2018). 22

La suite du document est organisée comme suit : la section deux passe en revue les principales contributions existantes sur la relation entre les transferts de fonds des migrants et l'inégalité de genre du capital humain. La section trois décrit les données et la méthodologie utilisées. La section quatre présente les principaux résultats et enfin la section cinq conclut.

II. Revue de la littérature

De manière générale, le volume des travaux universitaires sur les migrations a augmenté de façon significative, ce qui reflète une partie du dynamisme de ce phénomène. En effet, il existe une pléthore d'études qui ont examiné le rôle des transferts de fonds des migrants sur l'élimination de la pauvreté. Cependant, ces études ont montré qu'une augmentation des transferts de fonds n'affecte pas seulement la consommation mais aussi également l'épargne et l'investissement en capital physique. Les ménages bénéficiaires considèrent souvent les envois de fonds comme un revenu transitoire. Par conséquent, ces ménages bénéficiaires

économisent une part importante des transferts de fonds reçus (souvent sous forme d'investissement dans l'immobilier) par rapport autres revenus. En outre, peu d'études ont été menées sur le lien entre les transferts de fonds des migrants et l'inégalité de genre du capital humain.

2-1 : Etudes empiriques sur le lien entre les transferts de fonds des migrants et la pauvreté.

L'étude de Campos et Palomo (2002) et de Gustafsson et Makonnen (1993) a montré que les transferts de fonds internationaux contribuent à atténuer à la fois la pauvreté et l'inégalité.

De même, Adams (2006), utilise des données d'enquête couvrant 5998 ménages pour évaluer les effets des transferts internationaux sur la pauvreté au Ghana. L'étude a montré que les transferts internationaux réduisent d'avantage la pauvreté que celui des transferts internes.

Vergas-Silva et al (2009), ont utilisé des données de 20 pays au cours de la période 1988-2007 pour analyser l'influence des TFM sur la réduction de la pauvreté et la situation de la croissance économique. Leurs résultats ont révélé que les TFM n'ont qu'une influence négligeable sur le taux de pauvreté global, mais qu'ils tendent à réduire l'écart de pauvreté. Ils trouvent dans leur résultat que lorsque les TFM augmentent de 10% cela entraîne une réduction de la pauvreté de près de 0,7 à 1,4% au cours de la période étudiée.

Dans une autre étude, Adams et Cuecuecha (2010), ont constaté que les transferts de fonds internationaux ont un effet statistique important sur la réduction de la pauvreté en Indonésie.

Anyanwu et Erhijakpor (2010), ont examiné l'impact des transferts de fonds des migrants sur la réduction de la pauvreté dans les pays Africains en utilisant des données de panel de 33 pays sur la période de 1990-2005. Ils ont trouvé que les transferts des migrants ont un impact fortement significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique.

Les Nations Unies (2011), constatent que les TFM atténuent considérablement la pauvreté dans les pays bénéficiaires. Mais les résultats sont plus cohérents pour les pays dont les envois de fonds dépassent 5% du PIB pour les 77 pays en développement sur la période 1980-2008.

Azam et al. 2016, trouvent dans leur étude avec données de panel et utilisant la méthode d'OLS modifié, effectuée sur la période 1990-2014, que l'augmentation du revenu d'un ménage occasionnée par les transferts de fonds des migrants, entraîne une diminution de la pauvreté. Ils trouvent également que les TFM ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Mais cela est statistiquement significatif seulement pour les pays à revenu moyen.

Toutefois, Rosser (2008), a indiqué que les flux de transferts de fonds doivent être compris comme un outil de lutte contre la pauvreté mais pas comme une orientation vers le développement.

Yshino, Taghizadeh-Hesary and Otsuka (2017), ont examiné l'impact des transferts de fonds internationaux sur la réduction de la pauvreté en utilisant les données de panel de 10 pays Asiatiques en développement et un modèle à effet aléatoire des moindres carrés ordinaires (OLS) sur la période 1981-2014. Les résultats montrent que les transferts de fonds internationaux ont un impact statistiquement significatif sur la réduction de la pauvreté. Ils trouvent qu'une augmentation de 1% des transferts de fonds internationaux en pourcentage du PIB, peut entraîner une diminution de 22,6% de ratio d'écart de pauvreté et une diminution de 16,0% de la gravité de la pauvreté.

Cependant, Azam et Gubert (2006), ont mené une étude microéconomique concernant la migration et les transferts de fonds des migrants en Afrique et sont parvenus à deux principales conclusions. Premièrement, ils trouvent que la migration en provenance d'Afrique est considérée comme une décision collective prise par les familles ou les régions et les flux d'envois de fonds sont considérés comme un moyen en diversifiant leurs sources de revenus et en soutenant la consommation des ménages. Deuxièmement, les flux de transferts de fonds peuvent causer certains problèmes d'aléa moral en Afrique. Ceux qui restent au pays ont tendance à faire moins d'efforts pour travailler à un salaire inférieur à celui de l'étranger, car ils savent que les migrants compenseront leur manque à gagner par le biais des transferts de fonds internationaux.

2-2 : Etudes empiriques sur les transferts de fonds et l'inégalité de revenus.

L'impact des transferts de fonds des migrants sur l'inégalité de revenus constitue un sujet très débattu dans la littérature sur le développement. En général les études qui modélisent l'impact des transferts de fonds des migrants sur l'inégalité de revenus ont tendance à trouver des résultats contrastés. Les preuves sont liées à l'endogénéité résultant l'incapacité à calculer le revenu contrefactuel sur la base du statut des fonds transférés depuis la conception de ces derniers. Pourtant, un consensus n'a toujours pas évolué sur la question.

Selon Acharya et Gonzalez (2012), utilisent la fonction de consommation des ménages d'une enquête du niveau de vie pour stimuler les effets des transferts de fonds sur la pauvreté et l'inégalité au Nepal. Leur résultat montre que les transferts de fonds réduisent la pauvreté et l'inégalité à condition que la participation des ménages appartienne aux quintiles inférieurs de la distribution des revenus et la source des transferts de fonds des migrants.

De même, Anyanwu (2011) dans une étude transnationale avec données de panel de cinq fenêtres de huit ans sans chevauchement pour la période 1960-2006, examine l'impact des transferts de fonds des migrants sur

l'inégalité des revenus dans les pays Africains. Les résultats suggèrent que les transferts de fonds des migrants ont un impact positif significatif sur l'inégalité de revenus dans les pays Africains, même après avoir pris en compte l'endogenéité.

Aussi, Hamma (2015) examine le lien entre les transferts de fonds des migrants et les inégalités de revenus sur un échantillon de 70 pays en développement receveurs de fonds. Il trouve dans son étude les TFM contribuent à la réduction significative de l'inégalité de revenus.

Également, Ebeké et al (2010) à partir du modèle théorique de Gonzalez-Kong et Wodon (2005), étudient l'impact des transferts de fonds de migrants sur l'inégalité de revenus dans les pays en développement, à partir d'un échantillon de 80 pays en développement couvrant la période de 1970 à 2000 tout en tenant compte de l'endogenéité des transferts de fonds des migrants. Ils trouvent que les transferts de fonds réduisent l'inégalité de revenus dans les pays dits à revenus intermédiaire (comprenant les pays de l'Afrique du Nord) et accentuent les inégalités de revenus dans les pays pauvres (notamment dans les pays de l'Afrique Subsaharienne).

Bang et al (2016), étudient l'impact des transferts de fonds sur les dépenses des ménages en utilisant les données de l'enquête Kenyane sur les ménages migrants et en recourant à une régression quantile à variable instrumentale pour contrôler l'inégalité d'accès à la migration des ménages riches et pauvres. Ils trouvent que les transferts de fonds des migrants améliorent à la fois la pauvreté et la répartition des revenus.

En revanche, Adams et page (2003) et El Hamma (2015) ont mené une étude sur l'impact des transferts de fonds des migrants les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sur la période 1980-2000. Les auteurs trouvent que les transferts de fond des migrants n'ont aucun effet sur les inégalités de revenus. Ils expliquent l'absence d'effet par le fait que les transferts de fonds des migrants sont destinés à tous les segments de la population qu'il s'agit des riches de la classe moyenne et des pauvres.

2-3 : Etudes empiriques sur les transferts de fonds des migrants et l'inégalité de genre.

Peu de recherches évaluent la mesure dans laquelle les transferts de fonds des migrants peuvent aider à réduire l'inégalité entre les sexes. La littérature sur le lien entre les transferts de fonds des migrants et l'inégalité de sexes est peu abondante. La plupart des résultats montrent que les transferts de fonds des migrants peuvent avoir un impact à la fois positif et négatif sur l'inégalité de genre.

Selon l'étude de Curran et al (2002), les transferts de fonds des migrants augmentent les chances des filles d'aller à l'école secondaire en Thaïlande. Leur financement suggère que lorsqu'un ménage compte une femme qui envoie des fonds, les ressources sont concentrées en faveur de la poursuite de la scolarité secondaire des filles.

En revanche, Bansak et Chezum (2009), ont constaté que les transferts de fonds des migrants augmentent la probabilité que les jeunes enfants soient scolarisés, mais que l'impact est moindre pour les filles que pour les garçons. Par conséquent, ils trouvent que l'impact positif des transferts de fonds des migrants sur le niveau de l'éducation des femmes dépend du fait qu'elles bénéficient plus ou moins de ces transferts.

Jamiya Karaboeva (2014), trouve dans son étude que les transferts de fonds des migrants modifient l'inégalité de genre et lorsque ces TFM augmentent cela entraîne une forte réduction de l'inégalité de genre. De plus, l'effet des TFM sur l'inégalité entre les sexes est plus important à long terme.

Ibourk et Amaghous (2014), utilisant un échantillon de 58 pays observé de 1999-2010 ont montré dans une étude que les transferts de fonds ont un impact positif et négatif sur l'offre de travail des femmes, mais que cet impact dépend des domaines d'étude. Leurs résultats montrent que les transferts de fonds des migrants ont une influence positive et significative sur le taux d'emploi des femmes dans les pays en développement. Cependant, ils n'ont constaté que les transferts de fonds des migrants ont un effet négatif à la fois sur la participation des femmes à la population active et sur le taux d'emploi des femmes en Europe et en Asie.

De même, Sambo (2016), en utilisant la méthode des GMM trouve que les TFM ont un impact positif sur l'autonomisation économique et politique des femmes. Il trouve également un effet positif des TFM sur le niveau d'éducation des femmes, ainsi que sur leur santé et leur survie. Cependant, il trouve que ces impacts ne sont significatifs qu'en Afrique subsaharienne, sauf pour la santé et la survie des femmes.

III. Methodologie et Données

L'analyse de l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'inégalité de genre du capital humain dans la zone UEMOA requiert qu'on mette en œuvre un ensemble de méthode qui puisse nous permettre de mieux appréhender cette relation. Ainsi, cette section vise à présenter en premier les données et leurs sources. Puis en second, la spécification du modèle et la méthode d'estimation.

3.1- Données

Notre intérêt est d'analyser l'influence des Transferts de fond de migrants sur les différences de scolarité entre les femmes et les hommes dans l'UEMOA. Pour ce faire, ce travail s'appuie sur des données macroéconomiques qui couvrent une période observée de 1980 à 2018 pour un panel de 7 pays de l'UEMOA.

Les pays ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité des données. La liste des pays sélectionnés figure en annexe de notre travail. Nous avons eu recours à une seule source de données, à savoir les données annuelles de l'indicateur mondial de développement (WDI) (2020).

Variable dépendante :

Notre variable dépendante est représentée par Gender parité index. L'indice de parité entre les sexes (GPI) indique la parité entre les filles et les garçons. Un IPS inférieur à 1 indique que les filles sont plus désavantagées que les garçons en matière d'opportunité d'apprentissage et un IPS supérieur à 1 indique l'inverse. L'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation contribuerait à améliorer le statut et les capacités des femmes. Cet indicateur est calculé en divisant le taux brut de scolarisation des femmes dans l'enseignement primaire par le taux brut de scolarisation des hommes dans l'enseignement primaire.

Variable indépendante :

Les transferts de fonds des migrants représentent notre variable indépendante. Les transferts de fonds sont représentés ici par les transferts de fonds personnels reçus par habitant (US\$ courants). L'indicateur est calculé en prenant les estimations existantes de la Banque Mondiale sur les envois de fonds annuellement au total par les pays et en les divisant par leur nombre d'habitants. Notre variable indépendante rend compte du revenu des ménages provenant d'économie étrangère et provenant principalement du mouvement temporaire ou permanent de personnes vers ces économies. L'une des limites des données sur les transferts de fonds est probablement le manque de précision totale.

Variabes de contrôles :

Afin, de tester la validité du choix de notre modèle, quatre (4) variables de contrôles ont été ajoutées. A savoir, l'investissement, le taux d'inflation, le degré d'ouverture et enfin l'aide publique au développement.

-l'investissement est mesuré par la formation brut du capital fixe. Un investissement supplémentaire a un effet multiplicateur sur la production et sur l'emploi.

-le taux d'inflation est mesuré par le déflateur du PIB,

-le degré d'ouverture de l'économie mesuré par le rapport entre les importations et les exportations. Dans un système ouvert, le multiplicateur peut profiter à l'étranger.

-l'Aide publique au développement. L'Aide Publique au Développement (APD) est utilisé comme une variable de contrôle du fait que la plupart des initiales visant à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans les pays en développement sont soutenus par une part importante de l'aide publique au développement. Les perspectives de genre ont été intégrées dans les ODD, les accords internationaux et d'autres programmes officiels. En donnant aux femmes défavorisées des pays en développement un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé. L'APD désigne les décaissements de prêts consentis à des taux concessionnels (hors remboursement de capital) et les subventions des agences membres du comité d'aide au développement (CAD), des institutions.

3.2 Spécification du modèle.

Afin de répondre à notre question de recherche posée en amont, c'est-à-dire estimer le lien entre les transferts de fonds et l'égalité de genre en éducation, notre analyse empirique s'inspire de l'estimateur du modèle de Ibourk et Amaghouss (2014) suivant :

$$y_{it} = \delta + \beta t f m_{it} + \delta X_{it} + \vartheta_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Ou, y_{it} représente l'indice de parité de l'éducation entre les femmes et les hommes du pays i à la période t , $t f m_{it}$ représentent les transferts personnels par habitants reçus par le pays i à la période t , X représente l'ensemble des variables de contrôles, ϑ_{it} représente un effet spécifique au pays et ε_{it} est le terme d'erreur.

En incluant nos variables dans l'équation 1, l'équation 2 se présente comme suit :

$$GPI_{it} = \delta + \beta t f m_{it} + \beta_1 inv_{it} + \beta_2 APD_{it} + \beta_3 infl_{it} + \beta_4 ouv_{it} + \vartheta_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Méthode d'analyse

Nous retenons dans le cadre de notre étude, deux types d'estimateurs pour estimer notre équation. Il s'agit des estimateurs Pooled Mean Group (PMG) et Mean Group (MG) respectivement proposés par Pesaran et al (1999) et Pesaran et Smith (1995). Pesaren et Smith (1995) montrent qu'en présence d'hétérogénéité, plusieurs estimateurs couramment utilisés dans la littérature peuvent être affectés par de potentiels biais spécialement dans de petits échantillons de pays. Ainsi, l'estimateur Mean Group autorise une hétérogénéité à la fois dans les paramètres de court terme et les coefficients de long terme. Cette technique estime l'équation pour chaque pays de l'échantillon et calcule ensuite les moyennes non pondérées sdes coefficients sur l'ensemble du panel. Quant à l'estimateur Pooled Mean Group, il autorise les coefficients de court terme et le coefficient d'ajustement à varier suivant les pays, mais les coefficients de longs termes identiques pour tous les pays. Par

ailleurs, l'un des avantages de l'utilisation de cette méthode est qu'elle peut être utilisée sur des variables intégrées à différents ordre (plus petit que 2).

Un autre problème économique majeur est qu'il est possible que les transferts de fonds soient endogènes. Pour contrôler l'endogénéité, nous suivons Nakamura-Nakamura (1998) et estimons notre équation qui se fait en deux étapes. Si les erreurs sont significativement corrélées à la variable dépendante, alors il y a probabilité d'endogénéité. Cependant, après régression de notre équation avec les résidus de la première régression, les résultats indiquent que le coefficient des résidus n'est pas significatif (voir en annexe). Dans ce cas il n'y a donc pas de problème d'endogénéité dans notre modèle. Alors nous pouvons dans ce cas procéder aux estimations.

IV. Résultats Et Discussions

Cette section, nous présente l'ensemble des résultats issus de la mise en œuvre de la méthodologie décrite en amont. Dans un premier temps nous présentons les résultats des statistiques descriptives, ensuite les résultats des tests de racine unitaire en panel sont présentés de même que les résultats des tests de Cointégration. Dans un second temps, les résultats des estimations sont présentés. Enfin, les interprétations et la discussion des résultats obtenus sont présentés.

4.1 : Statistique descriptive :

Les statistiques descriptives de toutes les variables sont présentées dans le tableau 1 suivant :

Tableau 1 : statistique descriptive

Variables	Obs	Moy	Std	Min	Max
GPI_pri	273	0.750	0.145	0.473	1.158
tfm	273	4.671	1.351	1.504	7.794
invest	273	2.872	0.354	1.912	3.661
IAPD	273	19.767	0.795	17.646	21.790
Inflation	273	4.155	6.919	-8.196	46.386
Louv	273	4.020	0.341	3.254	4.725

Source : Calculs de l'auteur.

Le résumé des statistiques descriptives de nos variables utilisées est consigné dans le tableau 1 ci-dessus. Nous constatons qu'il y'a une importante variation transfrontalière en ce qui concerne la plupart des variables de notre échantillon. La variable dépendante qui est le GPI_pri a une moyenne de 0,75% avec un maximum de 1,15 et un minimum de 0,47. Notre échantillon montre que les tfm ont une moyenne de 4,67% avec un maximum de 1,50% et un minimum de 7,79%, dont l'écart-type 1,35. Également, la moyenne de l'investissement représentée par la formation brute du capital fixe est près de 2,87% avec un écart-type de 0,34. Ses valeurs minimum et maximum sont respectivement de 1,91% et 3,66%. L'instabilité macroéconomique représentée par l'inflation est importante avec une valeur moyenne de 4,15% et un écart-type de 6,91. Ses valeurs minimum et maximum sont respectivement de -8,19% et 46,38%. L'aide publique au développement, elle représente quant à elle en moyenne 19, 76% avec un écart-type de 0,79, avec une valeur minimum de 17,64% contre une valeur maximum de 21,79%. Quant au degré d'ouverture commerciale dont l'étendue est comprise entre une valeur minimum de 3,25% et une valeur maximum de 4,72% a une moyenne d'environ 4,02% avec un écart-type de 0,31.

4.2 : Tests de corrélation

Les résultats de la matrice de corrélation entre les variables sont consignés dans le tableau 2 suivant. La matrice indique dans l'ensemble une corrélation significative entre les variables à 10% et 5%. Toutefois, les valeurs des coefficients de corrélation entre les différentes variables explicatives sont relativement faibles (valeurs inférieures à 0,8). Cependant, la faible corrélation entre les variables indépendantes signifie qu'il y'a absence de multicolinéarité entre les variables explicatives.

Tableau 2 : Matrice de corrélation entre les variables

Variables	GPI_pri	Tfm	Invest	APD	Inflation	ouv
GPI_pri	1.000					
tfm	0.778***	1.000				
invest	0.407***	0.446***	1.000			
APD	0.559***	0.627***	0.278***	1.000		
inflation	-0.206***	-0.220***	0.004	-0.101	1.000	
ouv	0.248***	0.151**	0.003	-0.175***	0.114**	1.000

Calculs de l'auteur. Note : (***) et (**) significativité au seuil de 10% et 5%.

Conformément à la littérature existante, l'analyse empirique commence par l'examen de la stationnarité de nos variables. A cet effet dans la section suivante, nous présentons les résultats des tests de stationnarité.

4.3 : Tests de stationnarité

Les résultats des tests de racine unitaire sur l'échantillon d'étude sont consignés dans le tableau 3. En effet l'estimateur du modèle peut conduire à des résultats erronés si certaines des variables explicatives et la variable dépendante ne sont pas stationnaires. Nous calculons donc trois statistiques à savoir celle de Levin, Li et Chu (LLC) (2002), puis celle de Im, Pesaran et Shin (2003) et enfin celle de Maddala et Wu (1999) appliqué aux données de panel utilisés pour vérifier les caractéristiques des données afin de déterminer si les variables ont des racines unitaires. C'est-à-dire si elles sont stationnaires et l'ordre d'intégration.

Tableau 3 : Résultats des tests de racines unitaires

	Test de première génération						
	En Niveau			En Différence			I(d)
	LLC	IPS	MW	LLC	IPS	MW	
GPI_pri	3,136 (0,999)	7,398 (1,000)	0,1 (1,000)	-3,205* (0,000)	-9,303* (0,000)	245,178* (0,000)	I(1)
tfm	5,408 (1,000)	7,560 (1,000)	1,101 (1,000)	-6,245* (0,000)	-8,229* (0,000)	162,738* (0,000)	I(1)
linvest	-0,933 (0,175)	-1,869** (0,030)	26,569** (0,021)	-	-	-	I(0)
IAPD	-0,893 (0,186)	0,029 (0,512)	12,441 (0,570)	-7,761* (0,000)	-10,467* (0,000)	316,325* (0,000)	I(1)
inflation	-6,464* (0,000)	-7,888* (0,000)	146,977* (0,000)	-	-	-	I(0)
louv	-0,822 (0,205)	-1,045 (0,148)	20,840 (0,106)	-6,449* (0,000)	-9,529* (0,000)	246,377* (0,000)	I(1)

Source : Calculs de l'auteur. Note (*) et (**) représente la significativité au seuil de 1% et 5%.

Le tableau 3 ci-dessus, récapitule les résultats des tests de stationnarité (LLC, IPS et MW) utilisés sur nos différentes variables. Les résultats montrent que certaines des variables n'étaient non stationnaires en niveau (GPI_pri, tfm, APD et ouv). Seuls l'investissement et l'inflation sont stationnaire en niveau. Mais qu'après une première différenciation, toutes les variables ont atteint la stationnarité. Par implication, cela suggère que l'hypothèse nulle est acceptée. Dans ce cas, il est donc nécessaire de conclure qu'il y a la présence d'une racine unitaire dans les séries. Aussi, les séries sont intégrées d'ordre I(1). Puisque toutes les variables différenciées sont stationnaires, nous continuons l'étude en effectuant les tests de cointégration en panel.

De ce fait, les techniques de cointégration de Pedroni (1999), de Kao (1999) et celle de Westerlund sont utilisées pour tester l'existence de relation de long terme entre les variables de l'équation. En général, ces tests sont principalement utilisés pour vérifier si les variables indépendantes peuvent prédire la variable dépendante à la fois maintenant (à court terme) et dans le futur (à long terme). Les résultats de nos tests de Cointégration sont consignés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Test de Cointégration

Tests	Statistique	p-value
Pedroni MPP	2,597***	0,004
Pedroni PP	1,753**	0,039
Pedroni ADF	1,711**	0,043
Kao	-1,925**	0,027
Westerlund	4,9954***	0,000

Source : Calculs de l'auteur. Note : (***), (**) représente la significativité au seuil de 1% et 5%.

Trois types de tests de cointégration sont menés. En effet, l'hypothèse nulle du test de Pedroni, stipule l'absence de cointégration. Ainsi, le rejet de cette hypothèse signifie qu'il existe une relation de long terme entre les séries. Les probabilités de la statistique MPP, PP et ADF sont respectivement inférieurs au seuil de 1% et 5%. D'où l'existence d'une relation de long terme entre les variables du modèle. De même, les tests de Kao et Westerlund parviennent aux mêmes résultats que les précédents. Ainsi donc, les tests de première et deuxième génération mis en œuvre indiquent la présence d'une relation de cointégration entre nos variables.

Bien qu'une relation d'équilibre à long terme puisse se produire entre les variables du modèle à estimer, l'équilibre à court terme peut ne pas se produire. L'ajustement dynamique à court terme est modélisé à l'aide d'un mécanisme de correction d'erreur, c'est-à-dire qu'il est utilisé pour corriger ou éliminer la divergence qui se produit à court terme. Le coefficient de la variable de correction d'erreur donne le pourcentage de l'écart entre les variables qui peut être éliminé au cours de la période suivante. Cette méthodologie est utilisée parce qu'elle ajoute de la richesse, de la flexibilité et de la polyvalence à la modélisation économétrique et intègre la dynamique à court terme aux relations d'équilibre à long terme entre les variables, tout en corrigeant le déséquilibre à court terme. Cela facilite la prévision précise des relations

économiques entre les variables. Etant donné la relation de cointégration entre nos variables, l'étude procède à l'estimation en utilisant la méthode soit Mean Group (MG) ou Pooled Mean Group (PMG).

Après avoir montré que nos variables sont stationnaires en niveau et en différence, nous passons à présent aux résultats des estimations. Toutefois, notons que la validité de la méthode d'estimation permet de confirmer la présence de Cointégration entre nos variables (lorsque le terme à correction d'erreur est positif et significatif). Ainsi, dans la section suivante nous présentons les résultats des différentes estimations, les différentes interprétations puis la discussion de nos résultats.

Résultats empiriques de l'influence de tfm sur l'égalité de genre de capital humain et discussion

Nous utilisons les modèles Pooled Mean Group (PMG) et Mean Group (MG) que nous opérons sur des prédicteurs. Afin d'obtenir des meilleurs résultats, toutes les variables ont subi une transformation logarithmique, à l'exception de la variable dépendante qui est l'indice d'égalité de genre en éducation. Le tableau ci-dessus donne un aperçu des résultats de l'analyse de régression dans laquelle les données sur la variable dépendante et les autres variables (la variable indépendante et les variables de contrôles) proviennent toutes de la même période (1980-2018).

Tableau 5 : Résultats des estimations des méthodes PMG, MG
Variable dépendante : indice d'égalité de genre en éducation

Modèle	PMG	MG
Relation de long terme		
ltfm	-0,050** (0,032)	0,026 (0,839)
linvest	0,528*** (0,000)	1,055 (0,179)
IAPD	0,270*** (0,000)	-0,336 (0,173)
inflation	0,011*** (0,000)	0,019 (0,173)
louv	-0,236*** (0,011)	-0,212 (0,707)
Relation de court terme		
ECT	-0,223** (0,028)	-0,063*** (0,060)
Ltfm	0,008** (0,051)	0,003 (0,373)
Linvest	-0,002 (0,711)	-0,005 (0,163)
LAPD	-0,004* (0,10)	-0,002 (0,420)
Inflation	-0,002 (0,381)	-0,000 (0,014)
Louv	-0,002 (0,755)	-0,000 (0,977)
Constance	-0,105** (0,042)	0,027 (0,727)
Pays	7	7
Observations	243	234
Test de Hausman	(MG PMG) = 1.58 (0.903)	

Source : Calcul de l'auteur. Note : (***) , (**) et (*) indiquent respectivement la significativité des coefficients au seuil de 1%, 5% et 10%.

Nos résultats nous montrent que la p-value du test de Hausman pour le MG et le PMG est supérieur à 0,05 (0,903), on accepte l'hypothèse nulle sur la restriction de l'homogénéité des coefficients à long terme. Le test de Hausman permet de tester la présence d'une corrélation ou non entre les effets spécifiques et les variables explicatives du modèle. Ce qui permet de choisir entre le modèle PMG et le modèle MG. Dans le cas de notre travail, l'hypothèse d'absence de différence systématique de coefficients entre les deux modèles (PMG et MG) n'est donc pas rejetée. D'où le modèle PMG est plus efficace que le modèle MG. En effet le test de Hausman indique que les estimateurs PMG sont plus cohérents et efficaces que les estimateurs MG.

Au regard de ce résultat, le modèle final à tester sera un panel hétérogène d'estimateurs PMG. De ce fait, l'interprétation de nos résultats sera donc basée sur les résultats issus des estimations PMG. L'estimateur par la méthode PMG se base sur les modèles à correction d'erreur. Or la validité de ces modèles dépend de la significativité du coefficient à correction d'erreur (ECT) ou coefficient d'ajustement. Dans le cas de ce travail, le coefficient à correction d'erreur (ECT) dans le tableau 5 indique un coefficient de signe négatif et significatif au seuil de 5%. Cela signifie qu'il existe une relation de Cointégration entre les variables utilisées. Pour le modèle, le coefficient à correction d'erreur (ECT) montre que tout écart par rapport aux valeurs attendues à long terme est corrigé de 2,2%.

Ainsi à long terme, les résultats indiquent que les coefficients associés aux variables utilisées sont statistiquement significatifs. Le coefficient associé à la variable explicative qui est le transfert de fond des migrants (tfm) est significatif à 5%. Cela étant l'augmentation des tfm de 1% entraîne une réduction de l'égalité de genre de l'éducation.

Quant à la dynamique de court terme, les résultats montrent que les tfm sont également statistiquement significatif au seuil de 5%. Toutefois l'effet des tfm sur la réduction de l'inégalité de genre en éducation est faible. En effet une augmentation des tfm de 1% entraîne une augmentation de l'égalité de genre en éducation de 0,8%. En effet, toutes les variables de contrôle dans l'estimateur PMG sont significatives.

4.4 : Discussion des résultats

Les résultats de notre travail nous révèlent que les transferts de fonds des migrants et l'ouverture commerciale, l'investissement, l'aide publique au développement et l'inflation influencent significatives les inégalités de genre du capital humain à long terme. La relation négative entre les transferts de fonds des migrants et l'égalité de genre du capital humain, impliquent la réception des transferts de fonds des migrants sur le long terme favorise l'inégalité de genre du capital humain. Nos résultats sont contraires donc aux résultats trouvés par SAMBO (2016) en Afrique subsaharienne. Selon, ces résultats, les transferts de fonds des migrants induisent une augmentation de l'indice du niveau de l'éducation dans l'ensemble de l'Afrique et aussi en Afrique subsaharienne. Aussi, nos résultats sont contraires aux résultats de Karabaeva (2015). Selon ces résultats, à long terme, le rôle des transferts de fonds des migrants dans la réduction des inégalités de genre est plus important. En effet, les envois de fonds contribuent à améliorer la situation économique des ménages bénéficiaires et constituent parfois la seule ou la principale source de revenus. En outre, les transferts de fonds servent de sécurité sociale et de filet de sécurité pour les personnes restées au pays et pour les migrants de retour. Nos résultats peuvent s'expliquer par le fait que des éléments macroéconomiques tels que la baisse des envois de fond pendant la crise économique et financière du 2009 peut menacer la durabilité des changements. Car ils favorisent l'impact négatif non seulement sur le bien-être du ménage, mais aussi sur la scolarisation des filles et l'égalité des sexes en général (Buvinic, 2009).

4.5 : Conclusion et recommandations

L'objectif de notre travail était de vérifier l'influence des transferts de fonds sur l'inégalité de genre du capital humain en zone UEMOA. Nous avons constaté par la suite que les transferts de fonds des migrants contribuent à réduire l'inégalité de genre de capital humain à court terme mais à long terme ces transferts de fonds des migrants contribuent à accroître ces inégalités de genre du capital humain. Et ces effets à court terme comme à long terme sont significatifs. Ce travail contribue plus généralement à une vision plus large des avantages des flux de capitaux que les migrants envoient dans leur pays d'origine. En résumé, nous constatons que la littérature sur les transferts de fonds des migrants gagnerait à inclure une analyse de genre afin de mieux comprendre les relations entre les transferts de fonds et les habitudes de dépenses des ménages. Compte tenu des conclusions de ce document, nous recommandons aux gouvernements, aux ONG et aux organisations internationales de considérer les transferts de fonds des migrants comme un instrument de financement de leurs stratégies de lutte contre l'inégalité de genre. Elles devraient encourager les migrants à envoyer davantage à leurs familles, contribuer à réduire les coûts de ces transferts de fonds en diminuant les taxes liées à ces envois. Inciter nos dirigeants et ONG à élaborer des stratégies tenant compte des spécificités des hommes et des femmes qui visent à accroître le potentiel de développement des transferts de fonds. Soutenir l'inclusion des considérations de genre dans les dialogues politiques internationaux, nationaux, régionaux et bilatéraux sur les envois de fonds et le développement. Diffuser les bonnes pratiques dans le domaine de genre et les transferts de fonds des migrants. Et enfin, collecter et diffuser des données sur les envois de fonds, ventilées par sexes afin de contribuer à une meilleure connaissance et une bonne compréhension des schémas sexospécifiques d'envoi, de réception et d'investissement des transferts de fonds.

Bibliographie

- [1]. Adams Jr, R. H., & Cuecuecha, A. (2010). The economic impact of international remittances on poverty and household consumption and investment in Indonesia. *World Bank Policy Research Working Paper*, 5433.
- [2]. Agenor, P.-R., & Canuto, O. (2015). Gender equality and economic growth in Brazil: A long-run analysis. *Journal of Macroeconomics*, 43, 155-172.
- [3]. Andersen, J. J., Johannesen, N., Lassen, D. D., & Paltseva, E. (2017). Petro rents, political institutions, and hidden wealth: Evidence from offshore bank accounts. *Journal of the European Economic Association*.
- [4]. Andersen, J. J., Johannesen, N., & Rijkers, B. (2020). *Elite capture of foreign aid: Evidence from offshore bank accounts*.
- [5]. Antwi, S., Mills, E. F. E. A., & Zhao, X. (2013). Remittances and the poverty nexus: Evidence from Ghana. *International Journal of Academic Research in Economics and Management Sciences*, 2(1), 206.
- [6]. Anyanwu, J. C. (2011). International remittances and income inequality in Africa. *Review of Economic and Business Studies*, 4(1), 117-148.
- [7]. Azam, M., Haseeb, M., & Samsudin, S. (2016). The impact of foreign remittances on poverty alleviation: Global evidence. *Economics & Sociology*, 9(1), 264.

- [8]. Bansak, C. (s. d.). *How do Remittances Impact Human Capital Formation of School Age Boys and Girls?* [PhD Thesis]. Citeseer.
- [9]. Dalgaard, C.-J., Hansen, H., & Tarp, F. (2004). On the empirics of foreign aid and growth. *The Economic Journal*, 114(496), F191-F216.
- [10]. Docquier, F., Rapoport, H., & Salomone, S. (2012a). Remittances, migrants' education and immigration policy: Theory and evidence from bilateral data. *Regional Science and Urban Economics*, 42(5), 817-828.
- [11]. Docquier, F., Rapoport, H., & Salomone, S. (2012b). Remittances, migrants' education and immigration policy: Theory and evidence from bilateral data. *Regional Science and Urban Economics*, 42(5), 817-828.
- [12]. Durbin, S., & Fleetwood, S. (2010). Gender inequality in employment: Editors' introduction. *Equality, Diversity and Inclusion: an international journal*.
- [13]. Ghana, I. O. M. (1988). *MIGRATION & DEVELOPMENT*.
- [14]. Guzmán, J. C., Morrison, A. R., & Sjöblom, M. (2008a). The impact of remittances and gender on household expenditure patterns: Evidence from Ghana. *The international migration of women*, 125-152.
- [15]. Guzmán, J. C., Morrison, A. R., & Sjöblom, M. (2008b). The impact of remittances and gender on household expenditure patterns: Evidence from Ghana. *The international migration of women*, 125-152.
- [16]. Ibourk, A., & Amaghous, J. (2014). Impact of Migrant Remittances on Economic Empowerment of Women: A Macroeconomic Investigation. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 4(3), 597.
- [17]. Konte, M. (2016a). The effects of remittances on support for democracy in Africa: Are remittances a curse or a blessing? *Journal of Comparative Economics*, 44(4), 1002-1022.
- [18]. Konte, M. (2016b). The effects of remittances on support for democracy in Africa: Are remittances a curse or a blessing? *Journal of Comparative Economics*, 44(4), 1002-1022.
- [19]. Konte, M. (2016c). The effects of remittances on support for democracy in Africa: Are remittances a curse or a blessing? *Journal of Comparative Economics*, 44(4), 1002-1022.
- [20]. Le Goff, M., & Salomone, S. (2015). *Remittances and gender discrimination*.
- [21]. Sambo, H. (2016a). *Do remittances impact gender equality? Evidence from Africa*. Centre d'Economie de l'Université de Paris Nord.
- [22]. Sambo, H. (2016b). *Do remittances impact gender equality? Evidence from Africa*. Centre d'Economie de l'Université de Paris Nord.
- [23]. Sambo, H. (2016c). *Do remittances impact gender equality? Evidence from Africa*. Centre d'Economie de l'Université de Paris Nord.
- [24]. Stecklov, G., Carletto, C., Azzarri, C., & Davis, B. (2010). Gender and migration from Albania. *Demography*, 47(4), 935-961. <https://doi.org/10.1007/BF03213734>
- [25]. Temple, J., & Van de Sijpe, N. (2017). Foreign aid and domestic absorption. *Journal of International Economics*, 108, 431-443.
- [26]. Werker, E., Ahmed, F. Z., & Cohen, C. (2009). How is foreign aid spent? Evidence from a natural experiment. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 1(2), 225-244.

Annexe

1 : Liste des pays présents dans l'échantillon

	pays
1	Benin
2	Burkina-Faso
3	Cote d'Ivoire
4	Mali
5	Niger
6	Sénégal
7	Togo

2 : Résultat des statistiques descriptives

. xtsum GPI_pri ltfm linvst lAPD Inflation

Variable	Mean	Std. Dev.	Min	Max	Observations
GPI_pri overall	.7502772	.1450461	.47378	1.15802	N = 273
between	.0657555	.6836094	.8775662		n = 7
within	.1316004	.5389811	1.030731		T = 39
ltfm overall	4.671663	1.351022	1.503649	7.794631	N = 243
between	.7807317	3.409915	5.818187		n = 7
within	1.116864	2.409431	6.954394		T-bar = 34.7143
linvst overall	2.871919	.3458518	1.912084	3.660864	N = 273
between	.1652679	2.543679	3.020986		n = 7
within	.3100255	1.982437	3.731217		T = 39
lAPD overall	19.7676	.7953353	17.64611	21.79085	N = 273
between	.5075591	18.78378	20.25458		n = 7
within	.6410401	18.14069	21.6021		T = 39
Inflat-n overall	4.155115	6.919974	-8.196774	46.38607	N = 273
between	.655917	3.094374	5.096856		n = 7
within	6.893179	-8.536026	45.82032		T = 39

5 : Résultat estimation MG

Mean Group Estimation: Error Correction Form
(Estimate results saved as mg)

D.GPI_pri	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
ECT						
ltfm	.0261722	.1289912	0.20	0.839	-.2266459	.2789903
linvst	1.054749	.7855447	1.34	0.179	-.4848901	2.594389
lAPD	-.0336378	.1138096	-0.30	0.768	-.2567005	.1894248
Inflation	.0187277	.0137288	1.36	0.173	-.0081801	.0456356
louv	-.2121292	.5650663	-0.38	0.707	-1.319639	.8953803
SR						
ECT	-.0633476	.0337303	-1.88	0.060	-.1294578	.0027627
ltfm						
D1.	.0032895	.0036893	0.89	0.373	-.0039415	.0105204
linvst						
D1.	-.0047422	.0033958	-1.40	0.163	-.0113979	.0019135
lAPD						
D1.	-.002156	.0026746	-0.81	0.420	-.0073982	.0030862
Inflation						
D1.	-.0003515	.0001426	-2.47	0.014	-.000631	-.000072
louv						
D1.	-.0002966	.0102879	-0.03	0.977	-.0204606	.0198674
_cons	.0271071	.0776148	0.35	0.727	-.1250151	.1792293

6 : Résultat test de Hausman

. hausman mg pmg, sigmamore

	Coefficients		(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
	(b) mg	(B) pmg		
ltfm	.0261722	.0851708	-.0589986	.2938496
linvst	1.054749	-.0465274	1.101277	1.790064
lAPD	-.0336378	-.0166804	-.0169575	.2592184
Inflation	.0187277	.0026336	.0160941	.0312621
louv	-.2121292	-.1518698	-.0602594	1.287438

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtpmg
B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtpmg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\begin{aligned} \chi^2(5) &= (b-B)'[(V_b-V_B)^{-1}](b-B) \\ &= 1.58 \\ \text{Prob} > \chi^2 &= 0.9032 \end{aligned}$$

